DGRIS
Direction générale des relations internationales et de la stratégie
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

ETUDE PROSPECTIVE ET STRATEGIQUE

LA POSTURE RÉGIONALE DE L'ANGOLA : ENTRE POLITIQUE D'INFLUENCE ET AFFIRMATION DE PUISSANCE

16 avril 2015

N° CHORUS : 2013 1050 101741 – EJ 1600018500



Observatoire pluriannuel des enjeux sociopolitiques et sécuritaires en Afrique Équatoriale et dans les îles du golfe de Guinée – OBS 2011-54

GRIP

Le ministère de la Défense fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle, visant à compléter son expertise interne. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, « *doit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme celle des instituts spécialisés* ».

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère de la Défense. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

SOMMAIRE

INTRODUCTION 5

1. GÉOPOLITIQUE DE L'ANGOLA 6

1.1. Contraintes internes et caractéristiques de l'espace géopolitique angolais 6

1.2. Contexte régional et orientations de la politique extérieure 10

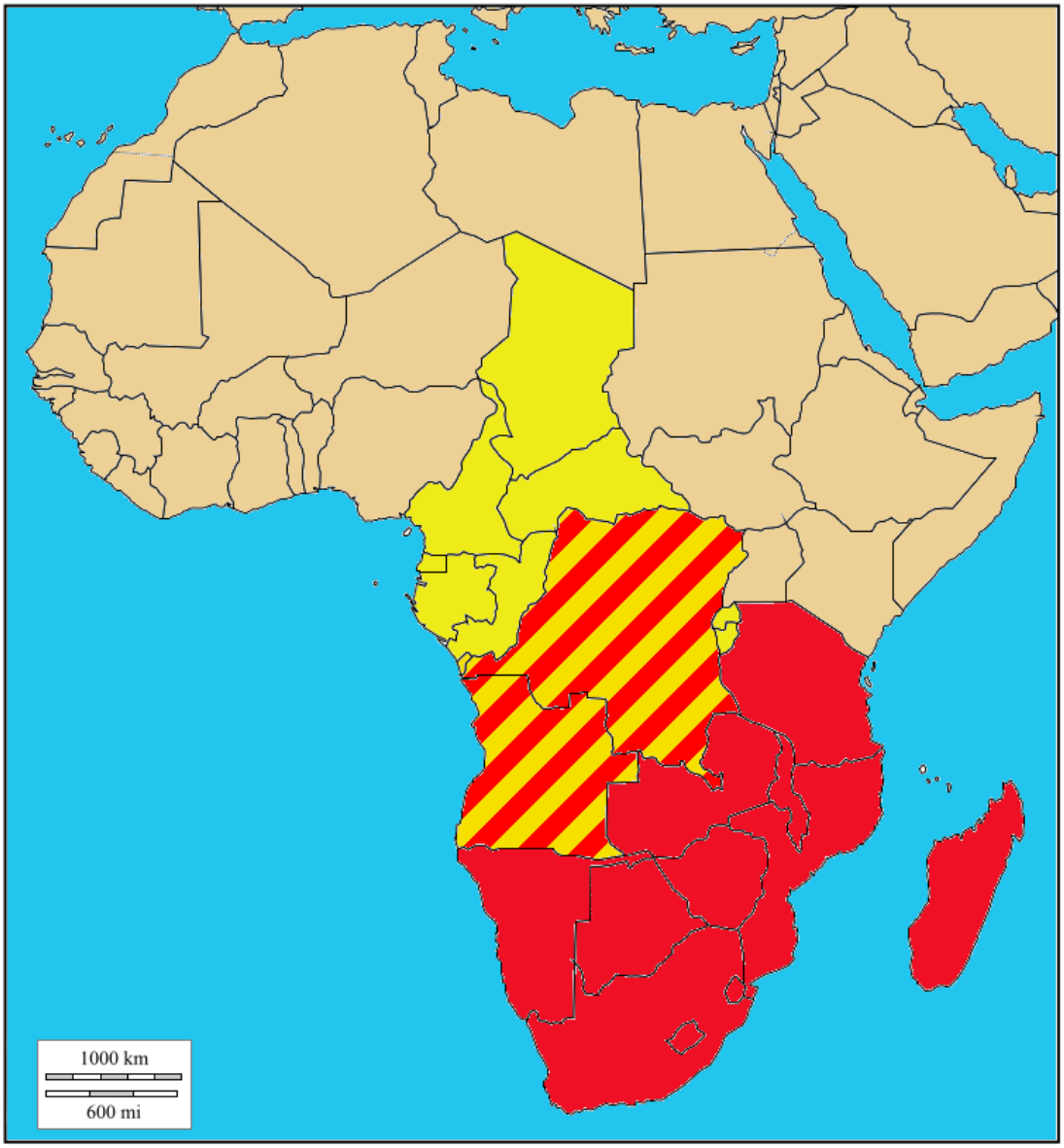
1.3. Profil et fondements de la puissance militaire angolaise 15

2. ÉVOLUTION DU RÔLE RÉGIONAL DE L'ANGOLA 19

2.1. La diplomatie économique angolaise 20

2.2. L'Angola et l'architecture africaine de paix et sécurité 21

CONCLUSIONS : UNE PUISSANCE HYBRIDE ENTRE BIENVEILLANCE ET FORCE LÉONINE 24



En jaune : les 11 pays membres de la CEEAC. En rouge : les 15 pays membres de la SADC (l'île Maurice et les Seychelles sont hors carte). L'Angola et la RDC sont les deux seuls États à être membres des deux organisations régionales (source : GRIP).

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

Introduction

Situé sur la côte ouest de l'Afrique australe, l'Angola est un territoire de 1 246 700 km² de superficie pour une population d'à peine 21,47 millions d'habitants[1]. Bordé au nord et au nord-est par la République démocratique du Congo (RDC), l'Angola est limitrophe de la Namibie au sud, et de la Zambie au sud-est. Sa frontière ouest est constituée par un littoral long de 1 650 km sur la façade atlantique, tandis que l'enclave de Cabinda, sa province la plus excentrée, située sur le rivage nord de l'océan Atlantique, est séparée du territoire angolais par la RDC.

À la fois membre de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC[2]), et de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), l'Angola est le plus grand pays lusophone au carrefour des espaces francophone (Congo-Brazzaville, RDC), et anglophone (Zambie, Namibie) de l'Afrique médiane.

Après une guerre civile longue de 27 années – qui a pris fin en 2002 –, l'Angola s'est engagé dans un ambitieux processus de transformation économique, principalement porté par l'exploitation de ses abondantes réserves en hydrocarbures. Deuxième producteur de pétrole du continent après le Nigeria, cinquième puissance économique africaine, l'Angola figure parmi les pays à la croissance économique la plus rapide au monde (5,1 % en 2013, 7,9 % en 2014 et 8,8 % en 2015) grâce aux investissements dans l'infrastructure publique, notamment dans les secteurs de l'énergie et des transports[3].

Le pays compte cependant une gamme variée de ressources naturelles (gisements gaziers, diamants, minéraux, ressources halieutiques et agricoles), qui justifient également un intérêt stratégique croissant, tant des pays émergents que des puissances traditionnelles. En retour, l'Angola manifeste aussi des velléités d'une politique d'influence et de projection, en élargissant ses intérêts financiers tant sur le continent africain, qu'en Amérique latine, en Europe, et plus anecdotiquement en Asie[4].

Par ailleurs, l'implication naissante de l'Angola dans la dynamique de l'architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), confirme également une rupture dans une trajectoire axée jusqu'ici sur la résolution d'enjeux internes et la sécurisation de son voisinage régional immédiat. S'appuyant sur une politique extérieure dynamique, et pragmatique, l'Angola semble avoir opté pour une posture d'affirmation de soi comme puissance émergente. Une posture dans laquelle l'usage des forces armées et le recours à une diplomatie innovante, servent à la fois d'instruments de résolution des conflits dans les zones d'intérêts stratégiques de l'Angola, mais aussi de levier de renforcement des capacités militaires du pays et de légitimation de son influence régionale et continentale[5].

Selon les dernières estimations du SIPRI[6] (*Stockholm International Peace Research Institute*), relatives aux dépenses militaires, les dépenses de la défense angolaise ont augmenté de 6,7 % en 2014, pour atteindre un montant de 6,8 milliards de dollars. Ce qui représente le budget militaire le

1. Selon les estimations de la Banque mondiale pour 2013.
2. *Southern African Development Community* (SADC) en anglais.
3. Nirit Ben-Ari, « Les inégalités freinent la croissance de l'Angola », *Afrique Renouveau*, août 2014. Les estimations pour 2015 ne prennent pas en compte l'impact de la chute des cours pétroliers.
4. Paula Cristina Roque, « Angola's Crucial Foreign Policy Drive », *SWP Comments* 15, mai 2013.
5. Luis Manuel Brás, « Angola en la arquitectura de paz y de seguridad africana », *Revista Unisci*, janvier 2015.
6. Sam Perlo-Freeman, Aude Fleurant, Pieter D.Wezeman et Siemon T. Wezeman, Trends in world military expenditure 2014, SIPRI Fact Sheet, 13 avril 2015.

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

plus élevé d'Afrique subsaharienne et le deuxième du continent derrière l'Algérie, lequel a encore progressé de 12 % en 2014 pour atteindre un montant de 11,9 milliards de dollars.

Avec la cinquième plus grande armée d'Afrique subsaharienne (voir infra, point 2.2), l'Angola est en passe de devenir un interlocuteur clé sur un éventail de questions africaines touchant aux enjeux de sécurité. Négociateur de premier plan en Guinée-Bissau ou dans l'est de la RDC, membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies pour deux années – depuis le 1er janvier 2015 – l'Angola préside également, depuis le 15 janvier 2014, la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL[7]).

En partant du concept classique de puissance, entendue comme capacité d'influence dans divers domaines – dont les champs politique, idéologique, économique et militaire – cette Note d'Analyse se propose d'élucider le statut régional de l'Angola, en mettant en perspective la politique extérieure du pays, et la mutation récente de son rôle dans l'espace géopolitique de l'Afrique médiane.

1. Géopolitique de l'Angola

1.1. Contraintes internes et caractéristiques de l'espace géopolitique angolais

La configuration territoriale et la situation géographique de l'Angola, au carrefour des espaces francophone et anglophone de l'Afrique médiane, ainsi qu'un long cycle de guerre[8], constituent les principaux facteurs structurants du système politique et sécuritaire angolais.

Cet environnement géopolitique, de même que l'acquisition de son indépendance dans le contexte de la Guerre froide, font de l'Angola le pays d'Afrique subsaharienne dont la population a le plus souffert de la confrontation Est-Ouest[9]. Aussi, le pays a hérité d'une politique extérieure particulièrement axée sur la défense de sa souveraineté et la sécurisation de son environnement régional.

La géographie physique du pays, conditionne également les dynamiques sociopolitiques internes, marquées notamment par une répartition inégale de la population sur le territoire. Selon la typologie établie par le politologue Jeffrey Herbst, l'Angola figure parmi les États aux conditions géographiques difficiles, en raison notamment de la superficie du pays et de la discontinuité territoriale du peuplement, qui constituent des obstacles à la diffusion de l'autorité de l'État dans les périphéries[10].

Ainsi, la singularité géographique angolaise, symbolisée par l'enclave de Cabinda, « *contribue à relativiser l'emprise du pouvoir central sur l'espace et à renforcer les mouvements centrifuges*[11] ».

---

7. Lancée en 2003 par l'ONU et l'Union africaine, la CIRGL est un cadre d'action visant une approche régionale dans la résolution des conflits et de l'instabilité dans les pays de la région.

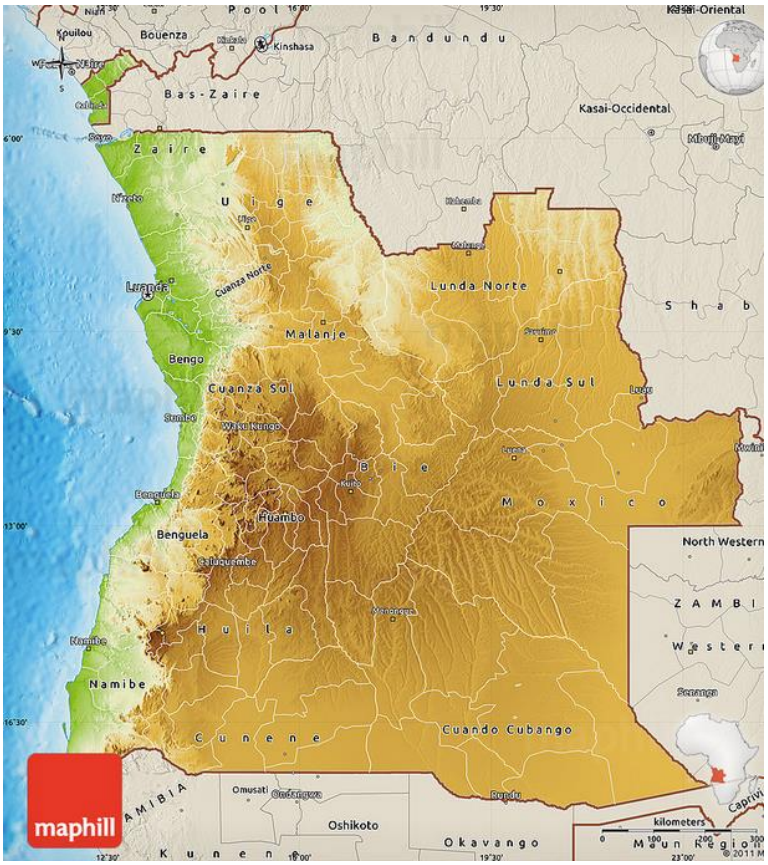
8. La révolution des œillets survenue au Portugal en avril 1974, met fin à la guerre d'indépendance angolaise, initiée par trois mouvements nationalistes (FNLA, MPLA, UNITA) en 1961, et débouche sur un processus de décolonisation négociée avec le Portugal. Toutefois, l'absence d'un consensus sur le projet de gouvernement commun débouche sur l'affrontement armé entre les trois mouvements, et la proclamation de l'Indépendance par le MPLA, maître de Luanda, en novembre 1975.

9. José Joveta, Política Externa de Angola de 1992 aos dias atuais, 33º *Encontro Anual da ANPOCS*.

10. Luc Sinjoun, *op. cit*, p. 160.

11. *Idem*.

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org



La géographie atypique de l'Angola (source : Maphill)

L'essentiel du territoire angolais est formé d'un vaste plateau, qui descend graduellement vers l'océan Atlantique. Par ailleurs, une partie significative du pays se caractérise par la prédominance de savanes semi-arides et de reliefs, dont l'altitude moyenne varie entre 400 et 600 mètres au-dessus du niveau de la mer[12].

Aussi, seules deux régions angolaises situées dans la partie ouest et au centre du pays, disposent d'eau en suffisance pour soutenir une agriculture intensive. Il s'agit précisément, de la vallée du fleuve Kwanza et des hauts plateaux du centre ou « planalto», en portugais. Par conséquent, ces régions abritent un peu plus de la moitié de la population du pays[13], dont les deux communautés culturelles les plus importantes de l'Angola : les Mbundu et les Ovimbundu[14].

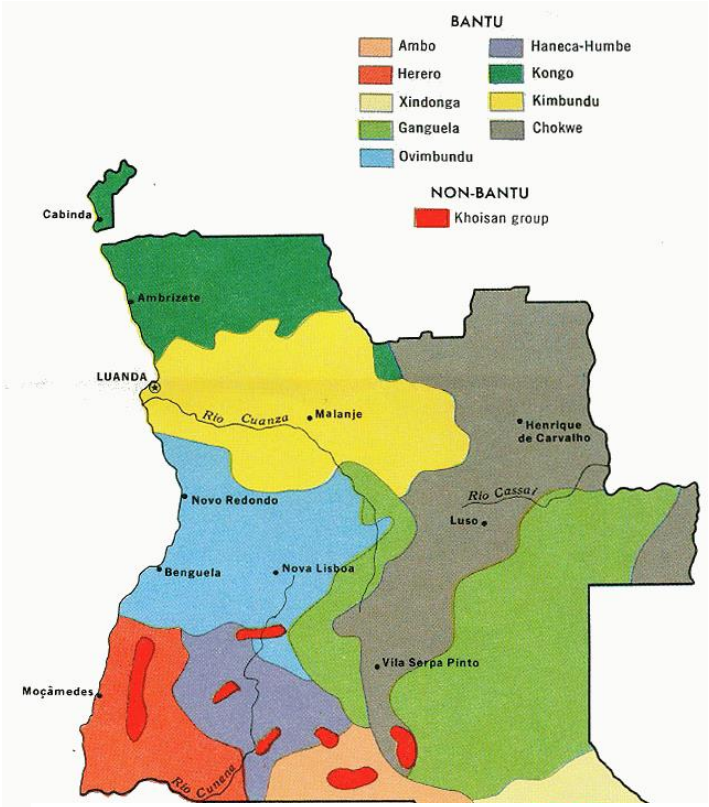
Le planalto est le grenier agricole du pays et la région la plus élevée. Ses reliefs, qui culminent entre 1 000 et 1 700 mètres au-dessus du niveau de la mer, sont suffisamment élevés pour favoriser les précipitations et atténuer les rigueurs du climat de l'Afrique australe[15]. Cette région centrale est principalement peuplée des communautés Ovimbundu. Établies depuis les hauts plateaux jusqu'à la côte, elles représenteraient environ 37 % de la population du pays[16]. La vallée du fleuve Kwanza est la principale voie d'accès vers l'intérieur de l'Angola. Elle abrite Luanda, la capitale, située sur la côte de l'Océan Atlantique, à 50 km de l'embouchure du fleuve, dans l'une des seules rades naturelles favorables à l'établissement d'un port[17]. Cette région est majoritairement peuplée par les communautés Mbundu.

12. The Geopolitics of Angola: An Exception to African Geography, *Stratfor Global Intelligence*, 7 mai 2012.
13. Cette répartition inégale de la population est aussi l'une des conséquences de la guerre civile, qui a poussé nombre de gens à abandonner les zones rurales pour se réfugier dans les villes, principalement en zone côtière. Márcia Amélia Camilo Contreiras, Avaliação do potencial estratégico de Angola, ISCSP (Instituto Superior De Ciências Sociais E Políticas), Universidade Técnica de Lisboa, 2012.
14. L'Angola compte une dizaine de groupes sociolinguistiques et culturels, dont quatre représentent près des trois quarts de la population angolaise : les Mbundu ; les Ovimbundu ; les Kongo et les Lunda-Tchokwe.
15. The Geopolitics of Angola: An Exception to African Geography, *Stratfor Global Intelligence*, 7 mai 2012.
16. Angola, *Cia World Factbook*, juin 2014.
17. Une côte en grande partie escarpée – longée d'une étroite plaine littorale –, ainsi que la proximité de l'embouchure du fleuve, et l'hostilité des populations autochtones, ont largement déterminé le choix de l'emplacement de la capitale, et du centre de gravité du pouvoir, lors de la conquête coloniale portugaise au XV^{e} siècle.

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

Résidant dans la capitale, Luanda, et le long des rives du fleuve Kwanza, jusqu'à l'est du pays, elles représenteraient 25 % de la population de l'Angola. L'enclave de Cabinda et le nord du pays, des zones de la culture Kongo, représentent quant à elles environ 13 % de la population[18].

Enfin, le sud du pays, dont l'espace est en grande partie désertique, est une zone de faible peuplement, où l'on retrouve diverses communautés agropastorales, parmi lesquelles les Herero et les Ovambo, estimés respectivement à 0,5 % et 2 % de la population[19].



Répartition des principaux groupes socioculturels en Angola (source : Wikipedia)

Au regard de la structure et de la dynamique de la population angolaise, la guerre civile qui succède à la guerre d'indépendance à partir de 1975, a été abordée par certains analystes comme une confrontation à caractère communautaire, « ethniques », entre les trois principaux groupes culturels du pays[20]. Historiquement, il existe en effet une ligne de partage, opposant en réalité une composante sociopolitique urbaine, représentée par les élites « créoles[21] » et métisses, du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) – au pouvoir à Luanda –, aux élites de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), qui avait, lui, sa base au sein des communautés rurales « indigènes » du centre et du sud du pays[22].

La troisième composante, représentée par le Front national de libération de l'Angola (FNLA), a elle davantage incarné – avant sa défaite militaire face au MPLA en 1976 –, une démarche ethno-nationaliste, liée au contexte de son

18. Angola, *Cia World Factbook*, juin 2014.
19. Thomas Collelo, Angola: a Country Study. *GPO for the Library of Congress*, Washington, 1991. Les Ovambo et les Herero, sont plus fortement représentés dans les pays riverains : Les Ovambo en Namibie et les Herero en Namibie et au Botswana. Au cours de la guerre d'indépendance, puis la guerre civile, les Ovambo avait rallié l'UNITA, mais nombre d'entre eux étaient des sympathisants de la SWAPO (*South-West African People's Organisation*), mouvement composé majoritairement d'Ovambo, qui luttait pour libérer la Namibie de la domination sud-africaine. La SWAPO est actuellement le parti au pouvoir en Namibie.
20. The Geopolitics of Angola: an Exception to African Geography, *Stratfor Global Intelligence*, 7 mai 2012.
21. Les créoles font partie du groupe des « *assimilados* », la minorité des non-Blancs, métis ou Noirs, que le système colonial portugais distinguait statutairement, s'ils satisfaisaient à certaines conditions, notamment culturelles. Les nationalistes du MPLA sont issus de cette élite, qui ne se définit pas par son origine ethnique et encore moins par sa couleur : « *elle est issue de la bourgeoisie coloniale multiraciale qui existait jusqu'au XIX^e siècle, dans laquelle elle côtoyait les Blancs et, comme eux de langue maternelle portugaise et massivement catholique, cohabitait, vivait, se mariait avec eux* ». Voir infra Christine Messiant.
22. Christine Messiant, « UNITA et MPLA : les bases et l'évolution du conflit, la constitution des systèmes de pouvoir », in Angola : de la guerre à la paix (1975-1991) : le conflit armé, les interventions internationales et le peuple angolais. Géopolitiques des mondes lusophones. La configuration physique du Planalto avait par ailleurs favorisé la sanctuarisation du pouvoir de l'UNITA, dont la place forte était Huambo, la seconde ville du pays. Voir *Stratfor Global Intelligence, op. cit.*

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

émergence au sein des communautés exilées Kongo, établies alors à Léopoldville, la capitale du Congo belge[23]. Contrairement aux deux premiers groupes culturels, qui sont spécifiquement angolais, les Kongo sont aussi implantés en RDC et au Congo-Brazzaville.

Aussi, le FNLA a pu tirer sa force initiale de la mobilisation identitaire au sein des populations Kongo, relativement marginalisées en Angola, mais ce mouvement a perdu son hégémonie politique avec sa défaite militaire[24].

Toutefois, comparativement à d'autres pays africains, l'opposition sur une base communautaire est demeurée plutôt faible en Angola. Le conflit opposant les trois organisations du mouvement nationaliste angolais, reste dans une large mesure un prolongement de la division sociale instaurée sous la colonisation portugaise :

« *Bien plus que comme un produit d'oppositions ethniques, la division du nationalisme angolais doit être analysée comme traduisant la compétition entre diverses élites pour le pouvoir, qui va s'exercer d'abord dans le mouvement nationaliste. Cette rivalité se fonde essentiellement sur des différences sociales et culturelles dues au développement historiquement et spatialement inégal de la colonisation portugaise*[25]».

Comme le souligne la sociologue Christine Messiant, « *cette division a été très tôt prise dans la Guerre froide, renforcée et infléchie par elle, et les oppositions entre mouvements exacerbées par les interventions étrangères*[26] ». Du fait de ses abondantes ressources pétrolières, et de sa position charnière entre l'Afrique centrale et l'Afrique australe, l'Angola est en effet devenu un champ de bataille majeur de la Guerre froide, dès la proclamation de son indépendance[27].

Le MPLA, qui contrôlait la capitale, a été reconnu par les Nations unies comme gouvernement légitime de l'Angola et sera soutenu par Cuba et l'Union soviétique en raison de son orientation marxiste-léniniste[28]. Les États-Unis ont par contre refusé de reconnaître le gouvernement du MPLA, soutenus et équipés les rebelles de l'UNITA – après l'effondrement militaire du FNLA – et encouragé les incursions de l'armée sud-africaine, dont le pays est alors régi par le système de l'apartheid et occupe la Namibie[29]. La guerre civile angolaise a pris alors les traits d'une opposition implacable entre deux blocs culturels et idéologiques exclusifs, soutenus par des intérêts extérieurs.

La victoire du MPLA sur le FNLA, dès 1976, permet non seulement de réduire le conflit à un seul front, mais elle permet également aux autorités de Luanda de prendre le contrôle des précieuses ressources pétrolières au large des côtes de l'Angola, et dont l'exploitation est assurée par des firmes occidentales.

---

23. Christine Messiant, *op. cit.*
24. Christine Messiant, *op. cit.*
25. Messiant, *op. cit.,* p. 166
26. *Ibidem*.
27. Belarmino Van-Dúnem, Geopolitica e geoestratégia angolana, *Blogspot.be*, 13 septembre 2010.
28. L'intervention d'un corps expéditionnaire de 20 à 40 000 Cubains sera déterminante dans les victoires du MPLA sur ses deux rivaux, tandis que l'Afrique du Sud, et le Zaïre intervenaient aux côtés de l'UNITA.
29. Pour l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid, l'auto-détermination de l'Angola remettait en cause l'occupation de la Namibie, et l'alliance tissée avec le régime de Ian Smith en Rhodésie, l'actuel Zimbabwe, et mettait en péril la survie même du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Les interventions sur le sol angolais sont antérieures à l'indépendance de l'Angola, l'Afrique du Sud ayant soutenu le régime colonial portugais dans sa lutte contre les maquis indépendantistes. Belarmino Van-Dúnem, *op. cit*.

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

L'industrie pétrolière angolaise allait ainsi produire l'une des plus grandes ironies de ce conflit :

« *Le MPLA, prosoviétique, utilisait des soldats cubains pour protéger les installations pétrolières américaines, – des rebelles de l'UNITA soutenus par les États-Unis –, afin que le pétrole – qui alimentait les économies occidentales – puisse continuer à financer un gouvernement soutenu par les Soviétiques, et en lutte contre des rebelles soutenus par les États-Unis*[30]».

Après 27 années et près d'un demi-million de morts, le conflit se termine avec la mort du leader de l'UNITA Jonas Savimbi, tué en février 2002 par l'armée angolaise. Ayant rejeté les résultats des élections tenues en septembre 1992 – conformément aux accords de Bicesse[31]– et qui donnait la victoire au MPLA, Jonas Savimbi avait repris le maquis mais se retrouva isolé et sans soutiens, dans le contexte de l'après-Guerre froide et de la fin du régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

1.2. Contexte régional et orientations de la politique extérieure

Par politique extérieure, il convient d'entendre ici, la combinaison d'initiatives diplomatiques, le recours aux moyens de dissuasion ou de rétorsion militaire, la mobilisation de l'appareil de renseignement ou encore de stratégies de projection économique, pour défendre les intérêts géostratégiques du pays.

La politique extérieure angolaise est éminemment tributaire du complexe de sécurité sous-régional et de ses évolutions ultérieures[32]. Elle est marquée par le contexte idéologique de la Guerre froide et celui de la décolonisation et des luttes contre les régimes ségrégationnistes en Afrique du Sud et en Rhodésie/Zimbabwe[33].

Les lignes de force de cette politique extérieure angolaise, au lendemain de l'indépendance, peuvent être synthétisées par les propos du premier président angolais, Agostinho Neto qui affirmait : « *L'Angola est et sera la tranchée de la révolution en Afrique* » ; « *Au Zimbabwe, en Afrique du Sud et en Namibie se trouve la continuité de notre lutte*[34] ». Cette conception, liant le sort de l'Angola à celui des autres pays d'Afrique australe, a été en vigueur jusqu'au tournant des années 90, qui marquent la mutation décisive du contexte sous régional et des relations internationales, et ouvrent une nouvelle ère pour l'Angola : celle d'une conversion progressive du pays au rôle de « pivot de la paix et de la stabilité » en Afrique médiane et sur le continent[35] ».

30. Stratfor Global Intelligence, *op. cit*.

31. Signés en mai 1991, au Portugal, les accords de Bicesse mettaient en place un cessez-le-feu, encadraient la démobilisation des groupes armés et leur intégration dans les Forces armées angolaises, mettaient fin au régime de parti unique – instauré par le MPLA – et prévoyaient l'organisation d'élections générales.

32. La notion de complexe régional de sécurité, forgée par Barry Buzan, dans son ouvrage, *People, States and Fear*, « *considère la région comme une entité territorialement cohérente, composée de groupes d'États partageant des frontières communes* ». Les interactions sécuritaires, au sein des unités régionales, « *peuvent être soit conflictuelles, à travers la sécuritisation, c'est-à-dire la représentation de menaces existentielles donnant lieu à des politiques de défense ou d'hostilité, militaires ou non ; soit coopératives, à travers la construction de communautés de sécurité et de politiques communes de 'désécuritisation', grâce à une normalisation des rapports ».* Sihem Djebbi, « Les complexes régionaux de sécurité » - *Fiche de l'Irsem* n° 5, mai 2010.

33. José Joveta, Política Externa de Angola de 1992 aos dias atuais, 33º *Encontro Anual da ANPOCS*.

34. Belarmino Van-Dúnem, Geopolitica e geoestratégia angolana, *op. cit.*

35. *Idem*.

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

Ainsi, au cours des trois décennies qui suivent l'indépendance, l'essentiel des efforts et des initiatives diplomatiques menés par l'Angola visaient à mettre fin au conflit interne, pour unifier le pays – alors que les rebelles de l'UNITA contrôlaient jusqu'à 70 % du territoire –, afin de mener à la normalisation et la reconstruction de l'économie nationale[36].

Après avoir contré militairement la politique expansionniste du régime d'apartheid, le gouvernement du MPLA négociera, à partir de 1987, le retrait des troupes sud-africaines de la Namibie et du sud de l'Angola, contre le désengagement du contingent cubain et l'indépendance de la Namibie.

Ces efforts ont culminé dans la conclusion des deux accords décisifs :

L'accord tripartite, signé en décembre 1988 à New York, sous l'égide des Nations unies par les représentants des gouvernements de l'Angola, de Cuba et de l'Afrique du Sud, met fin à l'implication directe des troupes étrangères dans la guerre civile angolaise, et ouvre la transition vers l'indépendance de la Namibie[37]. Les accords de Bicesse de 1991, mènent aux premières élections générales multipartites en Angola, et à la transition d'une économie socialiste à une économie de marché.

La fin de la Guerre froide et le rétablissement progressif de la paix en Angola, à partir de 2002, ont positivement contribué au développement d'une politique régionale et multilatérale active. Du fait de la double appartenance de l'Angola à la CEEAC et à la SADC, la guerre civile angolaise avait en effet contrarié, pendant des années, le fonctionnement optimal des deux organisations d'intégration régionale[38]. L'intégration de l'Angola à l'Afrique centrale et australe, correspond, dans le champ des relations internationales, à la volonté de mobiliser les « facteurs organisationnels de la puissance» ; cette notion renvoie à la capacité d'un État à s'imposer comme un acteur important des relations internationales et à influencer les institutions politiques[39].

Fondamentalement, cette réinsertion répond à la nécessité de mieux assurer la sécurité de l'Angola, de protéger et défendre ses intérêts économiques, dans le cadre d'alliances et de partenariats, qui offrent davantage de garanties que l'isolement ; mais, elle se justifie également par les liens culturels et historiques qu'entretiennent les peuples des deux sous-régions[40].

Ces liens n'excluent cependant pas l'existence de rapports de forces, de luttes d'influence et d'alliances de circonstance, résultant d'une logique de compétition, autour d'enjeux économiques, politiques et militaires[41].

Bien que l'Angola entretienne des relations cordiales avec l'ensemble des pays de la sous-région, on observe, depuis la défaite militaire de l'UNITA en 2002, et à mesure que la situation sécuritaire interne de l'Angola se stabilise, des velléités d'une politique internationale et sécuritaire ambitieuse, parfois ambigüe et agressive dans son environnement géographique immédiat ou au-delà. Au risque d'installer l'Angola dans le rôle de puissance militaire encombrante pour ses voisins et partenaires.

---

36. Aristides Cabeche, A política externa de Angola no mundo pôs-américa, 27 mai 2011.

37. La SWAPO gagne les premières élections générales organisées en 1989, et l'indépendance du pays est proclamée en 1990.

38. José Joveta, Política Externa de Angola de 1992 aos dias atuais, 33º *Encontro Anual da ANPOCS*.

39. Luc Sinjoun, *op. cit*, p. 204-207.

40. Aristides Cabeche, A política externa de Angola no mundo pôs-américa, 27 mai 2011. José Joveta, Política Externa de Angola de 1992 aos dias atuais, 33º *Encontro Anual da ANPOCS*.

41. Hamidou Anne, Diplomatie et hégémonie régionale en Afrique subsaharienne, *l'Afrique des idées*, 2012.

« *[Bénéficiant] de la rente du pétrole et de son ouverture aux capitaux étrangers, l'Angola a su aussi profiter de l'arrivée massive de la Chine sur le continent. La bonne santé économique s'accompagnant, souvent d'une ambition militaire croissante, l'armée angolaise est de plus en plus présente dans certains théâtres d'opérations, parfois bien éloignés. Ainsi, de nombreux observateurs ont été surpris de voir les soldats angolais investir la Guinée-Bissau après le coup d'État de 2012 qui [avait encore interrompu] le fonctionnement des institutions bissau-guinéennes*[42]. »

Par le passé, et notamment dans la deuxième moitié des années 1990, les interventions des troupes angolaises en dehors des frontières du pays avaient été justifiées par des considérations purement sécuritaires : en effet, les pays voisins, principalement la Zambie et les deux Congo, ont continué de servir de base arrière aux rebelles hostiles au gouvernement de Luanda[43]. Au début des années 2000, l'Angola semblait opérer un glissement dans sa stratégie militaire, vers une approche sécuritaire de type expansionniste. En effet, au-delà des préoccupations sécuritaires initiales – liées à la situation d'instabilité qui prévalait dans les deux Congo à la fin des années 90 – les interventions militaires ultérieures de l'armée angolaise dans ces deux pays, semble aussi répondre à des motivations géoéconomiques. La présence des ressources pétrolières dans les zones frontalières entre l'Angola et la RDC, par exemple, pourrait expliquer la récurrence de tensions, car le tracé des frontières est source de polémiques.

L'enclave de Cabinda, province angolaise de 7 283 km^2 située entre le Congo-Brazzaville et la RDC, parfois surnommée le « Koweït de l'Afrique »[44] a toujours constitué une source de tensions entre l'Angola et les deux Congo. L'Angola a régulièrement soupçonné ses deux voisins de soutenir les rebelles du FLEC[45], la rébellion sécessionniste de l'enclave de Cabinda, en laissant leur territoire servir de base arrière. Aux yeux de Luanda, l'enclave de Cabinda revêt une importance stratégique majeure pour son économie.

En effet, la région fournit 60 % du pétrole produit en Angola[46], deuxième producteur du continent après le Nigeria. La forte présence militaire angolaise (30 000 soldats pour environ 668 000 habitants) vise à sécuriser l'accès et l'exploitation de ces ressources tout en contenant les activités du FLEC[47].

---

42. *Ibidem.*

43. En 1999, l'aviation angolaise avait ciblé les bases arrière de l'UNITA en Zambie, dont le territoire servait alors de zone de transit pour le trafic de diamants finançant la poursuite de la guerre par l'UNITA. En 1997, l'armée angolaise avait contribué à la chute du régime Mobutu, en prenant à revers l'armée zaïroise et ses alliés de l'UNITA, lors de l'offensive de la rébellion soutenue par le Rwanda et l'Ouganda. En 1997, toujours les troupes angolaises avaient contribué à la victoire de l'actuel président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou-Nguesso, sur les forces de l'ancien président Pascal Lissouba, qui avait soutenu l'UNITA dans les années 1990. Les anciens rebelles se sont servis de ces deux pays comme base arrière pour s'approvisionner en armes et en fournitures, malgré le processus de paix en cours.

44. Pierre Prier, L'or noir du Cabinda, enjeu d'un conflit oublié, *Le Figaro*, 10 janvier 2010.

45. Front pour la libération de l'enclave de Cabinda. Le FLEC est morcelé en petites factions rivales : le FLEC-FAC (Forces armées de Cabinda), le FLEC-Renovada, et depuis 2003 le FLEC-PM (Position militaire). Voir Cabinda : quand le pétrole attise la violence, *AFP*, 12 janvier 2010.

46. Laura Peudenier, L'Angola un pays en transition difficile, Fiche pays, *Geolinks*, Observatoire en géostratégie de Lyon, 2013 ; Voir Jean-Michel Mabeko-Talidu, La question cabindaise et le processus de paix angolais, *Politique africaine*, 2008.

47. Un protocole d'entente signé en juillet 2006 à Namibe (Angola) entre le gouvernement angolais et Antonio Bento Bembe, président du Forum cabindais pour le dialogue (FCD), et censé représenter l'ensemble des mouvements indépendantistes cabindais, n'a pas été reconnu par les autres factions rivales du FLEC. Voir Jean-Michel Mabeko-Talidu, La question cabindaise et le processus de paix angolais, *Politique africaine*, 2008, p. 16.

L'attaque du bus de la sélection togolaise de football à Cabinda[48], menée par le FLEC-FAC, le 8 janvier 2010 à deux jours de l'ouverture de la Coupe d'Afrique des nations, qui se tenait en Angola, avait davantage crispé les relations entre l'Angola et ses deux voisins du nord. Luanda estimait, en effet, que les combattants indépendantistes de Cabinda avaient profité du « désordre » congolais pour établir des bases en RDC. Des troupes angolaises avaient été envoyées en renfort du côté de la ville congolaise de Moanda, et du côté angolais de la frontière commune, où la situation était très tendue[49].

Entre 2007 et 2012, les troupes angolaises avaient occupé des villages congolais dans la province du Bas-Congo pour y contrer la présence présumée du FLEC, provoquant des déplacements de population[50]. En août 2011 et en mai et novembre 2012, de nouveaux combats éclatent dans la région de Tshela (RDC) entre les Forces armées angolaises (FAA) et les combattants du FLEC[51]. De même, en janvier 2007, les troupes angolaises avaient déjà occupé treize localités congolaises dans le territoire de Kahemba et ses environs, dans la province du Bandundu. Le drapeau angolais y avait été hissé, sur fond de contestation du tracé frontalier[52]. Le territoire de Kahemba dispose de cours d'eau dont les alluvions sont particulièrement riches en diamants.

Depuis 2003, plusieurs milliers de creuseurs clandestins de diamant congolais ont été expulsés des provinces angolaises voisines de Lunda Norte et Sul[53].

Enfin, le 13 octobre 2013, un bataillon de militaires angolais – environ 500 hommes accompagnés d'engins blindés – en provenance de l'enclave de Cabinda, avait occupé cinq localités du Congo-Brazzaville[54], avant de se retirer après une négociation entre les autorités des deux pays[55]. L'absence de réaction des autorités congolaises, à l'envoi de plusieurs rapports confidentiels, par l'Angola, relatifs aux activités du FLEC sur le territoire congolais, pourraient éclairer ce mouvement d'humeur côté angolais et l'incursion territoriale d'octobre 2013[56].

Cette stratégie militaire hybride, visant à la fois la protection de ses ressources naturelles, l'affirmation de sa souveraineté sur son espace national, ainsi que le rappel d'une « tutelle » de fait sur ses voisins, peut se comprendre dans une approche plus large.

Celle-ci a trait à la centralité des ressources pétrolières comme levier de la puissance angolaise, mais aussi à la rivalité, feutrée, entre l'Angola et l'Afrique du Sud pour le leadership sous-régional[57].

En effet, la politique de puissance de l'Angola, se manifeste premièrement dans son ambition à devenir le premier producteur pétrolier d'Afrique, devant le Nigeria, à travers notamment l'exploitation de la zone pétrolière au large des eaux territoriales du plateau continental de la RDC,

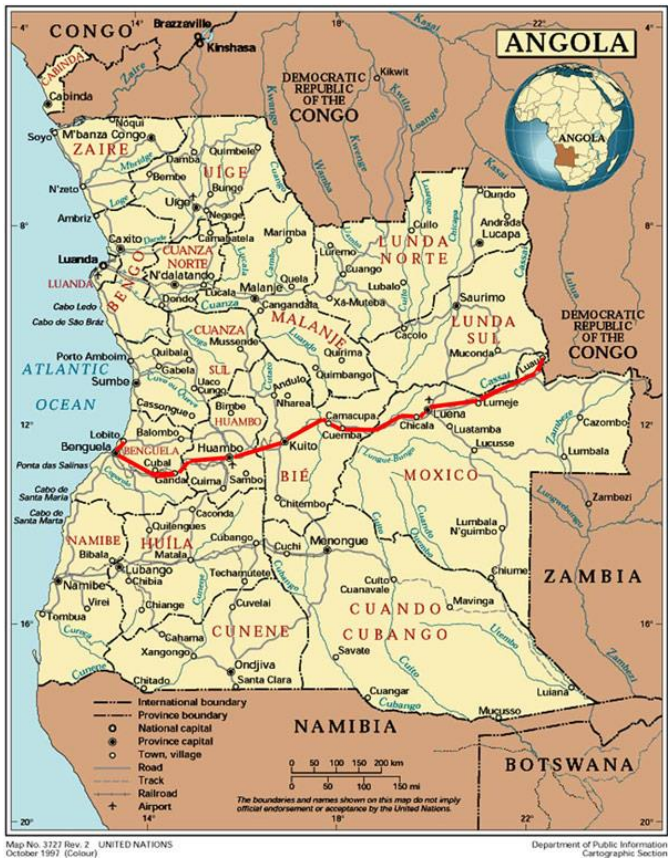
48. Le bilan de l'attaque faisait état d'un chauffeur de bus tué et de neuf personnes blessées, dont deux joueurs. Voir, « Can 2010 : le bus de la sélection togolaise mitraillé ». *Le Monde*, 8 janvier 2010.
49. « Les relations se tendent avec le voisin angolais », *Le Soir*, Le Carnet de Colette Braeckman, 20 janvier 2010.
50. « Incursion des soldats angolais à Tshela : la situation humanitaire des déplacés se dégrade », *Radio Okapi*, 23 octobre 2009.
51. « Bas-Congo: l'armée angolaise et le FLEC s'affrontent sur le sol congolais », *Radio Okapi*, 3 août 2011.
52. « Assemblée nationale : le rapport Kahemba adopté », *Radio Okapi*, 19 juillet 2007.
53. François Misser, Enjeux et défis d'une province pétrolière en devenir, *Conjonctures congolaises 2012*, *L'Harmattan*, Paris, 2013, p. 165.
54. « Congo-Brazzaville : incursion de militaires angolais en territoire congolais », *RFI*, 16 octobre 2013.
55. « Crise entre l'Angola et le Congo-Brazzaville : dénouement heureux », *RFI*, 18 octobre 2013.
56. « Incursion angolaise au Congo-Brazzaville: l'heure est à la diplomatie », *RFI*, 18 octobre 2010.
57. Strafot, *op. cit.*

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

associée à ses réserves de l'Atlantique Sud[58]. La RDC revendique la moitié des gisements en cours d'exploitation, qui représentent environ le tiers de la production nationale de l'Angola. Ce contentieux, bien que soumis à l'arbitrage de l'ONU, est probablement à la source des incidents territoriaux enregistrés ces dernières années, et qui laissent transparaître la détermination de l'Angola à contrer, y compris par des manœuvres d'intimidation, toute entrave à ses intérêts dans l'offshore pétrolier de la sous-région[59]. De plus, les régimes respectifs de la RDC et du Congo-Brazzaville doivent leurs survies – à certains moments de leur existence – à l'intervention de l'armée angolaise et restent en quelque sorte redevables à l'Angola[60].

Longtemps forcé de se concentrer sur les questions internes, par la guerre contre l'UNITA, le pouvoir de Luanda est sorti de son isolationnisme à la faveur des guerres civiles dans les deux Congo, qui ont catapulté l'Angola au rang de puissance régulatrice régionale[61]. C'est fort de ce statut de puissance émergente, que l'Angola ambitionne de consolider son ascension économique, se plaçant de fait dans une logique de compétition avec l'Afrique du Sud.

Toutefois, dans l'immédiat, l'Angola et l'Afrique du Sud restent des concurrents inégaux. Luanda ne possède pas encore les ressources (en capital humain ou technologique) pour rivaliser avec la puissance sud-africaine sur bien des aspects : densité du tissu industriel sud-africain, capacité de projection des capitaux sud-africains en Afrique australe, centrale et au-delà, densité du réseau de communication intégrant tous les pays de la sous-région – dont le corridor économique qui s'étend du Zimbabwe au Botswana, à travers la Zambie et jusqu'à la province minière du Katanga en RDC[62]. Tous ces pays enclavés sont connectés au réseau de transport et d'approvisionnement dépendant de l'Afrique du Sud comme pays de transit et moyen d'accès à la « valeur ajoutée », via le port de Durban[63].



Le projet de relance de la voie ferrée entre Benguela et la province du Katanga pourrait offrir une alternative au réseau sud-africain (source : service cartographique des Nations unies)

58. Arsene Francoeur Nganga et Rodrigue Fénelon Massala, « Le contentieux congolo-angolais sur l'Atlantique », *Les Afriques*, 16 juillet 2014.
59. François Misser, « Angola – RDC : Risque de conflit sur l'accès à l'offshore pétrolier », *Risques Internationaux*, mai 2014.
60. Freddy Mulumba Kabuayi, « Luanda prend le leadership de la région Afrique centrale », *Le Potentiel*, 26 mai 2014.
61. John Fleming, « Busybody or Good Neighbor: Angola Flexes Regional Muscle », *The Christian Science Monitor,* 13 novembre 1997.
62. Strafort, *op. cit.*
63. *Ibidem.*

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

L'Angola, qui dispose de ses propres installations portuaires à Luanda, Lobito et Benguela, est le seul pays de la région qui ne dépend pas du réseau sud-africain. Or, ce réseau confère jusqu'ici à Pretoria, une position privilégiée sur toute la périphérie angolaise.

Aussi, la croissance économique de l'Angola est perçue depuis Pretoria, comme une menace potentielle pour sa suprématie régionale[64].

À terme, une nouvelle donne géopolitique pourrait cependant émerger de l'accélération des projets ambitionnés par l'Angola, dont la relance du chemin de fer de Benguela qui relie le port de Lobito sur l'Atlantique, au réseau ferroviaire de la province du Katanga, et à la Zambie. Il représente une alternative au réseau sud-africain, la distance jusqu'au port sud-africain étant de 30 à 50 % supérieure[65].

L'Angola dispose enfin d'autres atouts à faire valoir : ses ressources pétrolières, dont l'Afrique du Sud est dépourvue, et d'abondantes réserves hydriques, dont pourraient dépendre aussi la Namibie et l'Afrique du Sud pour les besoins de leurs agricultures notamment.

1.3. Profil et fondements de la puissance militaire angolaise

Le potentiel économique d'un pays commande dans une large mesure les ressources qu'il lui est possible d'allouer au secteur de la défense et de la sécurité[66]. Dans ce registre, l'Angola confirme par les statistiques, les signes d'un essor de sa puissance militaire tant à l'échelle régionale que continentale. En effet, entre 2003 et 2014, l'Angola a plus que triplé ses dépenses de défense : de 2 milliards de dollars en 2003, elles sont passées à 6,8 milliards en 2014[67]. En 2013, pour la première fois, il a même dépassé l'Afrique du Sud dont le budget était de 4,1 milliards de dollars[68].

Les estimations des dépenses militaires pour l'année 2014 – publiées par le SIPRI ce 13 avril – confirment cette tendance à la hausse[69]. Le budget militaire angolais a continué à croitre de 6,7 % en 2014 pour atteindre un montant de 6,8 milliards de dollars. Ce qui représente le deuxième budget militaire le plus important du continent derrière l'Algérie, lequel a encore progressé de 12 % pour atteindre un montant de 11,9 milliards de dollars. L'impact de la récente chute des cours pétroliers, sur ces budgets en expansion constante, reste cependant encore à déterminer.

Les effectifs des Forces armées angolaises (FAA[70]) sont actuellement de 107 000 soldats dont 100 000 pour l'armée de terre, 6 000 pour l'armée de l'air, et 1 000 hommes pour la marine. À ces effectifs, il faut ajouter 10 000 hommes de la force paramilitaire chargée de la protection

64. *Ibidem.*

65. *Ibidem.*

66. Christian Malis, *Guerre et Stratégie au XXIe siècle*, Fayard, Paris, 2014, p.218.

67. Sophie Durut et Luc Mampaey, Dépenses militaires, production et transferts d'armes – compendium 2014, Rapport du GRIP 2014/3, avril 2014.

68. *Idem*.

69. Sam Perlo-Freeman, Aude Fleurant, Pieter D.Wezeman et Siemon T. Wezeman, Trends in world military expenditure 2014, *SIPRI* Fact Sheet, 13 avril 2015.

70. La dénomination actuelle de l'armée, date de la création des nouvelles forces en décembre 1991, issues des forces de l'ancienne armée gouvernementale (FAPLA), dissoutes, démobilisées et brassées avec les Forces armées de libération de l'Angola (FALA) de l'UNITA, conformément aux accords de Bicesse.

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

présidentielle et 10 000 agents de la police de réaction rapide, responsables de la sécurité intérieure[71]. Les FAA disposent d'environ 300 chars et une centaine d'avions de combats[72].

Selon un rapport du *Market Research* – un centre d'analyse sur le marché de la défense basé aux États-Unis – intitulé *« Future of the Angolan Defence Industry – Market Attractiveness, Competitive Landscape and Forecasts to 2019 »*, les dépenses liées à la défense en Angola, estimées à 6,8 milliards de dollars en 2014, devraient doubler d'ici 2019, pour atteindre les 13 milliards de dollars[73].

Cette augmentation est une conséquence de la demande croissante d'équipements militaires – achat d'avions de combat, d'hélicoptères, de navires, etc. – répondant à la nécessité de moderniser et d'améliorer les capacités opérationnelles des trois composantes des Forces armées angolaises (FAA) mais aussi d'améliorer la sécurité aux frontières. Le nombre de troupes devrait également augmenter[74].

Dans le cadre de ce programme de modernisation et de rééquipement des FAA, le chef d'État-major général des FAA, le général Sachipengo Nunda, avait annoncé en octobre 2014, l'acquisition, à partir de janvier 2015, de nouveaux hélicoptères qui seront pilotés par des pilotes angolais formés en Russie, de navires sur lesquels opéreront des officiers entraînés en Russie, au Brésil et au Portugal, ainsi que des équipements militaires destinés à l'armée de terre pour lesquels des officiers ont reçu des entraînements d'utilisation à Cuba et en Russie[75].

En octobre 2013, le ministère angolais de la Défense et l'agence russe d'exportation d'armements *Rosoboronexport*, avaient signé à Luanda, une série de contrats pour un montant d'un milliard de dollars, et portant sur la livraison de 18 chasseurs Su-30K. Leur coût, comprenant les réparations et les équipements, représente la moitié du montant du contrat, tandis que l'autre moitié portant sur les pièces détachées pour les armements de fabrication soviétique, des armes légères, des munitions, des tanks et des équipements d'artillerie ainsi que des hélicoptères de transport Mi-17[76]. En janvier 2013, la Force aérienne avais déjà reçu les trois premiers de six avions d'attaque légers Super Tucano de l'avionneur brésilien Embraer.

Le 5 septembre 2014, le ministre angolais de la Défense, João Manuel Lourenço, et son homologue brésilien Celso Amorim ont signé un protocole d'accord technique portant sur la construction de navires de guerre dans le cadre du programme de développement de la puissance navale angolaise, (Pronaval[77]). Le Brésil va par ailleurs doter la Marine angolaise de sept patrouilleurs de classe Macae dont quatre seront construits à Rio de Janeiro et trois à Luanda[78]. Par contre, les rumeurs persistantes depuis 2013, sur l'achat d'un porte-avions de seconde main à l'Espagne se sont révélées infondées[79].

---

71. Alex Vines & Markus Weimer, Angola, assessing risks to stability, *CSIS*, juin 2011, p.14.
72. Jean-Jacques Wondo O., *Les Forces armées la RD Congo : une armée irréformable ?, décembre 2014. p.113.*
73. Oscar Nkala, « Angolan military expenditure to top $13 billion by 2019 », *DefenceWeb*, 28 novembre 2014.
74. *Idem*.
75. Oscar Nkala, « Angolan armed forces to get new helicopters, navy vessels », *Defence Web*, 29 octobre 2014.
76. Alexei Nikolski, Polina Himchiachvili, « La Russie et l'Angola signent des contrats militaires pour un milliard de dollars », *Vedomosti*, 17 octobre 2013.
77. « Angolan Navy acquiring seven patrol vessels from Brazil », *DefenceWeb,* 9 septembre 2014.
78. *Idem*.
79. « ¿Es verdad que Angola compra el portaviones 'Príncipe de Asturias'? », *One Magazine*, 23 février 2014 ; « Nadie se interesa por el «Príncipe de Asturias » », *ABC*, 2 décembre 2013.

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

Ces chiffres, traduisent clairement l'ambition de l'Angola de devenir une puissance militaire incontournable en Afrique subsaharienne. Cette position ascendante de l'Angola est aussi confortée par l'enlisement sécuritaire actuel du Nigeria, l'un des pays les plus dépensiers d'Afrique aux côtés de l'Afrique du Sud, confronté actuellement aux menaces terroristes du groupe Boko Haram et dont les dépenses militaires, en 2012, étaient en baisse de 12 %[80].

Bien que l'Angola puisse en principe compter sur ses importantes ressources pétrolières, avec ses 12,7 milliards de réserves prouvées et une production de 1,8 Mb/j sur l'année 2013 (données BP 2014[81]), ainsi que sur l'exploitation des mines de diamants pour financer ce programme de modernisation, ces projets de dépenses pourraient être impactés par la baisse du prix du pétrole brut sur les marchés internationaux. Début février 2015, les autorités angolaises ont annoncé une baisse drastique des recettes fiscales du pays, la part du secteur pétrolier dans les recettes fiscales passant de 76 % en 2013, à 36,5 % en 2015, motivant une révision à la baisse du budget général de l'État de près de 25 %[82]. Les prévisions de la croissance du Produit intérieur brut (PIB) passent elles de 9,7 à 6,6 %. Cependant, dans l'ensemble la prévision du budget de la Défense et de la sécurité, passe de 8,5 milliards d'euros, à 7 milliards d'euros[83].

La coïncidence entre la guerre civile, les interventions étrangères et une insurrection à grande échelle, a fait de l'Angola un acteur avec une expérience unique dans le domaine militaire. Après l'indépendance, la réorganisation des FAPLA (troupes du MPLA) s'est faite simultanément en fonction d'une guerre classique (conventionnelle), contre l'armée sud-africaine au sud, et de la contre-insurrection face à l'UNITA au nord. Durant les premières années d'indépendance, les FAPLA bénéficieront d'un appui militaire considérable de l'Union soviétique et du Cuba qui enverront leurs troupes sur le terrain, en plus de soutien matériel en armement.

C'est à partir des années 1990, durant la deuxième guerre civile contre la rébellion de l'UNITA de Savimbi, que l'Angola s'est engagé dans la modernisation et l'équipement de son armée. Le départ du gros du contingent cubain de 40 000 hommes, à la suite des accords de paix de Bicesse[84], avait placé le gouvernement angolais en posture difficile lors de la reprise de la guerre par l'UNITA, après les élections présidentielle et législatives contestées d'octobre 1992.

Ainsi, jusqu'en 2002, la priorité pour le gouvernement angolais était alors exclusivement « la défense de la nation », par la pacification et la sécurisation des frontières du pays. Cependant, en raison du caractère international et transfrontalier du conflit angolais, les FAA ont également, à partir de la deuxième moitié des années 90, appliqué la doctrine de *forward defense*[85] en allant intercepter des menaces au-delà de ses frontières, dans une vision non hégémonique dans un premier temps, en RDC et au Congo-Brazzaville.

C'est également à cette période que l'Angola amorce sa reconversion géostratégique, laquelle passe par une normalisation progressive de ses relations avec les États-Unis, anciens soutiens de l'UNITA et du régime ségrégationniste sud-africain.

---

80. Sophie Durut et Luc Mampaey, Dépenses militaires, production et transferts d'armes – compendium 2014, Rapport du GRIP 2014/3, avril 2014.

81 . BP, Statistical Review of World Energy 2014.

82. « Peso do petróleo nas receitas fiscais angolanas cai para 36,5% », *Sol*, 10 février 2015.

83. « Menos dólares para os militares? Alguém acredita? », *Folha 8*, 23 février 2015.

84. Voir supra.

85. J. Nye définit le *Forward Defense* (défense de l'avant) comme étant la capacité pour un pays d'aller intercepter les menaces le plus en amont possible de leur réalisation, au-delà de ses frontières. *Annuaire Stratégique 2003*, p.282.

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

De plus, c'est durant la période 1991-1992 que le MPLA renonce formellement au marxisme-léninisme au profit du libéralisme économique, tandis que les États-Unis établissent, en 1993, les relations diplomatiques uniquement avec Luanda isolant ainsi leurs anciens alliés de l'UNITA[86]. Aujourd'hui, l'Angola est considéré par le Pentagone comme une zone d'intérêt national parce qu'il pourvoit à 8 % de l'approvisionnement en pétrole des États-Unis.

Cet intérêt s'est matérialisé avec l'accord entre Luanda et Washington, signé en 2003, « *qui donne à l'US Air Force le droit d'utiliser les bases aériennes angolaises pour positionner des troupes, des équipements, et pour réapprovisionner ses appareils en carburant*[87]».

L'Angola est l'un des modèles des pays africains qui a pu réussir la réforme de ses services de sécurité (RSS) en période de guerre ou dans une situation fragile de post-conflit en mettant en place un système de défense efficace et performant. Après leurs victoires sur l'UNITA et l'intégration[88] progressive réussie des combattants de ce mouvement rebelle au sein des FAPLA, l'armée angolaise s'est lancée, avec une ferme volonté politique apparente, dans un ambitieux projet de poursuite de sa modernisation basée sur le concept de « *combat performance* »[89].

Ce programme a particulièrement mis l'accent sur l'amélioration et le renforcement de la puissance de feu de la composante aérienne des FAPLA, avec l'acquisition d'un nombre important d'avions militaires de tout genre et le déploiement d'un dispositif de défense anti-aérien (DCA), qui ont joué un rôle décisif dans l'écrasement de la rébellion de l'UNITA ou dans l'intervention de l'armée angolaise à Sao Tomé-et-Principe, au Congo-Brazzaville, en RDC et sur d'autres terrains d'opérations, notamment en menant des offensives vers le sud du pays. Une puissance de feu qui a contraint notamment l'Afrique du Sud à accepter les conditions de son retrait du sud de l'Angola et de la Namibie[90]. Ainsi, si sa diplomatie reste parfois illisible et oscille entre prudence et agressivité, l'Angola apparait aussi comme un *hard power* confirmé en Afrique subsaharienne. Comme l'affirme Joseph Nye, « *le hard power dispose d'un pouvoir de coercition, d'une capacité à sanctionner car il peut employer la force*[91] », si nécessaire par des interventions armées, parfois unilatérales.

86. Alex Vines & Markus Weimer, Angola, assessing risks to stability, CSIS, juin 2011, p. 4-5.

87. Marie-France Cros et François Misser, *Géopolitique du Congo (RDC)*, Bruxelles, Ed Complexe, 2006, p.11.

88. Un accord historique est signé à Luanda, le 4 avril 2002, entre l'armée gouvernementale et les forces rebelles de l'UNITA, lequel met fin à 27 années de guerre civile ayant occasionné la mort d'un demi-million de personnes. L'accord prévoit le cantonnement et le désarmement d'environ 50 000 combattants, l'intégration de 5 000 d'entre eux dans les Forces armées angolaises (FAA), le retour à la vie civile des autres et, enfin, la transformation de l'UNITA en un parti politique légal.

89. Le concept de « Combat performance » renvoie au programme militaire axé sur l'amélioration substantielle de la capacité et de la performance militaires par l'acquisition d'un important équipement digne d'une armée conventionnelle. Angola – a country study, Headquarters, Department of Army, Washington, 1991, pp.203-257.

90. Angola – a country study, op. cit, p.231.

91. Pierre Berthelet, Chaos international et sécurité globale: la sécurité en débats, Éditions Publibook, Paris, 2014, p.51.

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

2. Évolution du rôle régional de l'Angola

« Jusque dans les années 90, rappelle le politologue angolais Belarmino Van-Dunem, le postulat de base, dans la politique étrangère des États, était politique et associé à l'idée de sécurité[92] ». À partir des années 90, tous les États se sont ralliés aux trois préceptes cardinaux de la mondialisation, à savoir la démocratisation, la privatisation et la libéralisation des économies nationales. La plupart des États africains ont vécu, avec des fortunes diverses, cette nouvelle trajectoire dans ces trois domaines, « *mais le principal résultat a été l'ouverture du marché national qui a sonné le glas de nombreuses industries et de toutes sortes de filières de commerces nationaux qui n'étaient pas adaptées à la concurrence*[93]».

Dans un système économique mondialisé, la survie des États – et la réalisation théorique du bien-être des populations – est désormais liée à la conquête de nouveaux marchés pour les uns, et à la création de conditions propices aux indispensables investissements directs étrangers, pour les autres. Dans cette pensée dominante, « *il existe un consensus répandu sur le binôme bien-être général et marché libéralisé*[94]».

« *On ne peut parler de développement aujourd'hui, sans penser en termes d'économie globale, d'intégration régionale et de renforcement des entreprises nationales pour qu'elles produisent plus et que l'équilibre entre les importations et exportations assure une bonne intégration de l'État dans l'économie mondiale*[95]».

Par conséquent, la plupart des États ont fait de la diplomatie économique un objectif stratégique national. Pour le politologue Antonio M. Bessa, « *la politique étrangère d'un État, a [donc] pour finalité, l'influence politique, la création d'une image [l'attractivité], au service de sa sécurité économique*[96]». Dans le cas particulier de l'Angola, l'évolution de la politique extérieure a été en grande partie cadrée par l'Agenda national de consensus[97], qui définit un ensemble de stratégies concrètes, tant au niveau des relations internationales, que régionales, et dans le domaine économique[98]. L'Angola entend ainsi s'affirmer comme un partenaire économique privilégié, pour les partenaires extérieurs (puissances traditionnelles et pays émergents) en vue de son intégration dans l'économie mondiale. « *La participation active dans les questions liées à l'intégration régionale et [à la paix et la sécurité] en Afrique australe – au sein de la SADC –, en Afrique centrale – CEAAC – et dans le golfe de Guinée et la continuité des relations au sein de la CPLP apparaissent comme des priorités*[99]».

92. Belarmino Van-Dúnem, Diplomacia Económica Angolana, Politica e diplomacia intra-africana em dabte, 8 juillet 2010.
93. *Ibidem.*
94. *Ibidem.*
95. *Ibidem.*
96. Cité par Van-Dúnem.
97. Ce document établi en 2007, à la suite d'un processus de discussion avec différents secteurs de la société angolaise, est l'un des seuls documents contenant les objectifs et les stratégies de développement de l'Angola dans plusieurs domaines. Voir Belarmino Van-Dúnem, A política externa angolana na agenda nacional de consenso, Politica e diplomacia intra-africana em dabte, 24 avril 2009.
98. Agenda nacional de consenso constitui destaque do noticiário político, *Angop*, 7 avril 2007.
99. A política externa angolana na agenda nacional de consenso, *op. cit.*

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

2.1. La diplomatie économique angolaise

« La diplomatie économique[...] implique à la fois les institutions publiques et privées, bien que l'État en tant que sujet des relations internationales, a la primauté de base pour faire place à de nouveaux marchés, faire connaître les opportunités à ses entreprises, créer des lignes de crédit pour les investissements à l'étranger et à l'intérieur de son territoire, afin de rendre l'économie la plus compétitive possible[100]».

Sonangol, la compagnie pétrolière nationale, est le bras financier et le principal levier de la diplomatie économique angolaise Elle est classée comme la deuxième plus grande compagnie pétrolière africaine après la Sonatrach en Algérie[101]. Avec une production de 2,18 millions de barils de brut par jour, projetée pour 2016, l'Angola est en passe de devenir le plus grand producteur de pétrole d'Afrique.

Grâce à une politique dynamique d'investissements dans divers secteurs, Sonangol est en train de construire un véritable empire qui s'étend de l'Afrique, à l'Europe, en passant par l'Amérique et l'Asie[102]. Sonangol compte plus de 30 filiales et représentations à l'étranger, établies à Brazzaville, Hong Kong, Houston, Londres ou encore Singapour. Ses avoirs, gérés comme un fonds souverain, semblent au service d'un double impératif : « la pérennisation du régime actuel au pouvoir à Luanda et le renforcement de son influence en Afrique et à l'étranger[103]». Cette stratégie permet à l'État angolais de se positionner, « comme un modèle de construction de l'État, combinant une approche non libérale au pragmatisme économique[104]».

Le Groupe Sonangol figure parmi les entreprises financières les plus importantes sur le continent africain. Ses investissements permettent à l'Angola d'être seul pays d'Afrique subsaharienne « *qui effectue plus d'investissements, qu'il n'en reçoit de l'étranger*[105] ». Sa diversification, au cours de ces trois décennies, lui permet de couvrir différents secteurs : extraction pétrolière, données sismiques, et divers autres services liés à l'industrie du pétrole et du gaz, secteur bancaire, télécommunications, immobilier, transport maritime, transport aérien, forage. Les investissements du groupe sont particulièrement importants dans la région du golfe de Guinée et dans les pays lusophones.

À **Sao Tomé-et-Principe**, la Sonagol dispose de concessions dans le secteur portuaire, participe au capital de la compagnie nationale des eaux de Sao Tomé (EMAE), et détient 70 % de la société santoméenne de carburants ENCO[106]. De même, la Sonair – la compagnie d'aviation de la Sonangol – est l'actionnaire majoritaire de la compagnie aérienne nationale, STP Airways, depuis 2012. En **Guinée-Bissau**, les motivations de l'intervention angolaise de 2012, outre la stabilisation du pays[107], semblaient en partie liées aux projets d'exploitation des mines de bauxite, par la compagnie minière d'investissement Bauxite Angola, liée à Sonangol.

---

100. A política externa angolana na agenda nacional de consenso, *op. cit.*

101. Top Companies in Africa, IESE, Business School University of Navarra, 11 février 2015.

102. Paula Cristina Roque, Angola's Crucial Foreign Policy Drive, *SWP Comments*, 15 mai 2013.

103. *Ibidem.*

104. *Ibidem.*

105. « Angola is the only country in Africa that makes more foreign investments than it receives », MacauHub, 8 septembre 2014.

106. « Sao Tomé-et-Principe: Sonangol becomes biggest shareholder of oil company ENCO », *MacauHub*, 23 septembre 2008.

107. Rui Faro Saraiva, The MISSANG Point, *Ceaps*, 15 juin 2014. La MISSANG, composée des forces armées et de la police angolaises, était en Guinée-Bissau sur la base d'un accord de coopération militaire technique signé par les deux pays,

Le retrait de la mission militaire angolaise avait entravé le développement de ce projet, mais des efforts pour regagner les faveurs politiques à Bissau se sont poursuivis[108].

Le secteur bancaire, représenté notamment par la Banco Privado Atlantico et la Banco Internacional de Credito (BIC), deux filiales les plus importantes de Sonangol, est une autre illustration de l'affirmation économique de l'Angola. En partenariat depuis 2008 avec la holding Geocapital de Stanley Ho de Macao[109], la Banco Privado Atlantico de Sonangol multiplie les participations dans le secteur bancaire des pays lusophones, dans la perspective d'une intégration des banques acquises dans l'espace de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP). Ce consortium prévoit d'étendre les opérations dans tout le continent africain, pour un investissement de 40 milliards de dollars en 2018 dans des domaines aussi divers que la production de biocarburants et l'immobilier.

En Europe, le **Portugal** est devenu l'un des points d'entrée pour les investissements angolais. En 2010, l'Angola avait investi 2,4 milliards de dollars dans la Bourse de Lisbonne et détient plus de 10 % de valeurs dans des sociétés portugaises cotées. Via la Sonangol, l'Angola détient également, en tant principal actionnaire, près de 20 % de la Banco Comercial Português, la plus grande banque privée du Portugal.

Cette puissance financière, permet à l'Angola d'asseoir une grande indépendance dans sa politique étrangère, et d'en déterminer les règles d'engagement. Cependant, cette autonomie a aussi permis au gouvernement du MPLA « *de concevoir son propre développement et le chemin de la reconstruction en échappant aux principes contraignants de de la redevabilité envers la communauté internationale et les donateurs* », tout en étant soustrait, sur le plan interne – du fait du déficit démocratique –, de pressions en faveur d'une meilleure redistribution des ressources, en vue d'un développement plus inclusif[110].

Au cours de la décennie écoulée, les relations militaires et politiques bilatérales tissées avec nombre de pays de la sous-région de la RDC, au Congo-Brazzaville, en passant aussi par le Zimbabwe ou la Côte d'Ivoire, sont une illustration du rôle de l'Angola comme contrepoids diplomatique capable d'exercer une influence significative sur les gouvernements de la région[111].

2.2. L'Angola et l'architecture africaine de paix et sécurité

Selon Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts, l'exercice de la puissance n'est plus seulement la capacité d'amener autrui à faire ce qu'autrement il n'aurait pas fait, elle est également la capacité de déterminer l'« *agenda » (…) et de contrôler l'aboutissement des processus ainsi mis en route. La puissance se définit maintenant comme la capacité de contrôler les règles du jeu dans un ou plusieurs domaines de la compétition internationale*[112] *»*.

---

lequel visait à procéder à des réformes au sein des forces armées et la police locale, ainsi qu'à réhabiliter ses infrastructures.

108. « Bauxite Angola plans to continue with its projects in Guinea Bissau », Macau Hub, 15 août 2012 ; « Bauxite Angola plans to resume mining in Guinea-Bissau », MacauHub, 4 septembre 2014.

109. « Geocapital Angola's BPA partner up in Guinea Bissau banking sector », *MacauHub*, 10 janvier 2011.

110. Paula Cristina Roque, *op. cit.*

111. *Idem* ; Voir aussi Eugénio Costa Almeida, Instrumentality Power: or Angola, A Regional Power in Crisis Growth, Academia, mai 2014.

112. B. Badie et M-C. Smouts, Le renouvellement du monde. Sociologie de la scène internationale, Paris, Dalloz, 3e Ed, 1999, p. 143.

La décision récente de l'Angola, d'amplifier sa contribution à la dynamique de l'architecture africaine de paix et sécurité (APSA), pourrait aussi s'analyser sous cet angle. La participation ou l'insertion dans les dispositifs régionaux de maintien de la paix, semble s'imposer aujourd'hui comme un enjeu, et un complément incontournable des attributs de la puissance, dans les relations internationales interafricaines. Comme le soulignent Roland Marchal et Richard Banégas, « *le contrôle du maintien de la paix est devenu un critère de puissance régionale aux yeux des grandes puissances dans la situation stratégique de l'après-Guerre froide. L'identité du pays décidant des opérations de paix, de l'envoi d'un contingent ou établissant un mandat [devient] une question majeure dans la redéfinition des rapports de puissance (...) D'autant plus que l'insertion des hégémons africains dans des programmes de régionalisations des dispositifs de maintien de la paix ne [peut] qu'accroitre leur capacité militaire*[113] ». La participation aux opérations de maintien de la paix revêt par ailleurs une indéniable dimension « légitimante » pour les hégémons en quête de reconnaissance.

L'annonce, en octobre 2014, par le ministre des Affaires étrangères angolais Georges Chikoti, du déploiement de 800 soldats de la paix en république centrafricaine (RCA), constitue un tournant, après des décennies d'isolationnisme forcé ou prudent. En raison de son expérience d'une longue guerre civile, et de sa conception de la sécurité nationale, l'Angola a privilégié, dans la seconde moitié des années 1990, ses propres solutions (militaires ou négociées) aux questions sécuritaires régionales privilégiant souvent une approche « étatiste », bilatérale (relations avec les deux Congo) aux approches régionales multilatérales[114].

La réticence de l'Angola à endosser un rôle plus actif en matière de gestion de crises et de maintien de la paix, dans un cadre multilatéral, a été analysée par certains observateurs comme une réticence liée au déficit de sa gouvernance interne, caractérisée par la marginalisation des opinions discordantes et des voix de l'opposition : « *être exposé dans un tel rôle international important attire l'attention sur les politiques internes et donne une arène pour l'opposition et la société civile*[115]». Selon l'analyse Paula Cristina Roque, la posture attentiste de l'Angola, par le passé, pouvait également s'expliquer par *« la crainte de prendre des engagements pouvant conduire à des contradictions internes*[116]». Infléchissant sa posture d'indépendance dans sa politique extérieure, qui l'avait conduit à maintenir son soutien à Laurent Gbagbo, après la reconnaissance par l'Union africaine (UA), de la victoire électorale d'Alassane Ouattara aux élections présidentielles ivoiriennes de 2010, l'Angola semble désormais disposé à s'aligner sur les positions de l'UA. La reconnaissance de l'État du Soudan du sud, en dépit du problème sécessionniste cabindais, est une illustration de cette évolution. De même, l'issue précipitée de la mission militaire angolaise en Guinée-Bissau en 2012 – contestée par la CEDEAO – a pointé l'importance pour l'Angola de gagner le soutien régional et multilatéral, pour assumer de manière plus légitime, un rôle plus actif dans le renforcement de l'architecture de sécurité du continent[117].

113. Roland Marchal et Richard Banégas, Pax africana? : le nouvel interventionnisme libéral, Karthala, Paris, 2005, p. 125.

114. Eugénio Costa Almeida, Instrumentality Power: or Angola, a Regional Power in Crisis Growth, Academia, mai 2014.

115. L'analyste Elisabete Azevedo-Harman, citée par Colin McClelland, Angola seeks bigger role as regional peacemaker, Business Day, 4 novembre 2014.

116. Paula Cristina Roque, Angola's Crucial Foreign Policy Drive, SWP Comments, 15 mai 2013.

117. Eugénio Costa Almeida ; Voir aussi « Angola Nigeria: les nouveaux rivaux », *Slate Afrique*, 6 juin 2012.

Lors des festivités commémorant la 23e année de la création de l'armée unifiée en octobre 2014, le chef d'état-major général des FAA, le général Sachipengo Nunda, avait estimé que la situation de sécurité et stabilité dans le pays permettait aujourd'hui à l'Angola de mettre l'accent sur l'acquisition et le développement des capacités opérationnelles en vue de la participation de la FAA aux opérations de maintien de la paix africaines sous l'égide de l'ONU et de l'Union africaine : « *Nous créons les conditions nécessaires pour permettre au personnel angolais de soutenir les missions de maintien de la paix des Nations unies*[118]».

L'Angola figure parmi les quatre puissances africaines (avec l'Algérie, le Maroc et l'Afrique du Sud) disposant de moyens de projection aéroportée, indispensables à la future capacité africaine de réponse immédiate aux crises (CARIC[119]). Cependant, en l'absence d'une approche coordonnée de ce potentiel, la capacité des États africains à répondre aux conflits violents, aux crises humanitaires ou aux catastrophes naturelles, reste limitée par l'impossibilité de déployer des troupes et du matériel en temps opportun, notamment dans des régions d'accès difficiles. Lors du sommet de l'UA de janvier 2013, à Addis-Abeba, le ministre angolais des Affaires étrangères, George Chikoti, avait appelé à l'opérationnalisation de la force d'intervention rapide de l'UA pour 2015.

Une approche plus coordonnée entre les pays qui ont une capacité de transport aérien, pourrait en effet changer radicalement la préparation et la mise en œuvre des initiatives régionales de réponse aux crises, tout en réduisant la dépendance du continent à l'égard des partenaires extérieurs. Enfin, sur le plan politique, la part d'exemplarité qu'impliquent les nouvelles responsabilités de l'Angola au sein du Conseil de sécurité de l'ONU et à la présidence de la CIRGL, devrait aussi permettre « de tester les limites de sa transformation démocratique»[120].

118. General Nunda anuncia passos da reedificação das FAA, *Angopo*, 6 octobre 2014.

119. Michel Luntumbue et Oswald Padonou, APSA : contours et défis d'une Afrique de la défense. Note d'Analyse du GRIP, 15 janvier 2014, Bruxelles.

120. Paula Roque, « Ambitious Angola takes to world stage », *Mail and Guardian*, 17 octobre 2014.

Conclusions : une puissance hybride entre bienveillance et force léonine

La recomposition des dynamiques régionales africaines, au tournant des années 90 et au cours des années 2000, a consacré l'émergence de nouveaux pôles de puissance, et relancé la course au leadership, pour laquelle l'Angola, par la diversification de ses partenariats et alliances, semble en mesure de confirmer un nouveau rôle sur la scène africaine et internationale.

Longtemps forcé de se concentrer sur les questions internes, par la guerre contre l'UNITA, l'Angola est sorti de son isolationnisme à la faveur des crises dans les deux Congo, dont la gestion a propulsé l'Angola au rang de puissance régulatrice régionale.

S'appuyant sur son statut stratégique, lié notamment à ses abondantes ressources pétrolières, ainsi que sur une politique extérieure dynamique et innovante, l'Angola entend s'affirmer comme un partenaire économique privilégié pour les partenaires extérieurs – puissances traditionnelles et pays émergents – en vue de son intégration dans l'économie mondiale.

Cette politique d'émergence s'appuie également sur l'exploitation des opportunités que peut procurer à l'Angola, sa triple appartenance à la SADC, la CEEAC et la CPLP, à travers une participation active à la gestion des questions touchant à l'intégration régionale et à la paix et la sécurité, tant en Afrique australe, en Afrique centrale, dans le golfe de Guinée et dans l'espace lusophone.

De même, depuis la défaite militaire de l'UNITA en 2002, et à mesure que sa situation sécuritaire interne se stabilise, l'Angola a témoigné de velléités d'une politique internationale et sécuritaire ambitieuse, parfois ambigüe et agressive dans son environnement géographique immédiat ou au-delà.

Cette capacité de projection militaire se double d'une stratégie de projection économique, portée par le puissant groupe pétrolier Sonagol, dont les investissements diversifiés dans le pourtour du golfe de Guinée, en Europe voire en Asie, contribuent à l'influence diplomatique croissante de l'Angola. Ses investissements permettent par ailleurs à l'Angola d'être le seul pays d'Afrique subsaharienne « *qui effectue plus d'investissements, qu'il n'en reçoit de l'étranger* ».

Cependant, en dépit de ses capacités de projection et de son influence dans sa zone géographique immédiate, le statut régional de l'Angola reste encore débattu, en raison de certaines de ses caractéristiques internes – notamment l'absence de diversification économique, le déficit démocratique, les stigmates de la guerre civile –, et de l'ombre projetée de l'Afrique du Sud sur l'espace de l'Afrique médiane.

Doté du budget militaire le plus important d'Afrique subsaharienne, estimé à 6,8 milliards de dollars en 2014, et du deuxième budget le plus élevé d'Afrique derrière celui de l'Algérie (11,9 milliards de dollars), l'Angola semble déterminé à consolider son ascension économique, et son statut de puissance émergente, en se hissant, sur le plan de la modernisation de son arsenal, au niveau d'autres puissances africaine concurrentes, comme l'Afrique du Sud.

Bien qu'elle représente une sérieuse perspective de renforcement des capacités du continent africain à remédier aux crises touchant certaines de ses régions, l'implication – annoncée – de l'Angola dans les dispositifs de maintien de la paix, participe aussi aux besoins du pouvoir angolais de réinventer l'image du régime à l'étranger et de consolider son influence dans la région.

467 chaussée de Louvain, B-1030 Bruxelles Tél.: +32.2.241.84.20 – Fax : +32.2.245.19.33 Internet : www.grip.org Courriel : admi@grip.org

Enfin, le modèle (volontariste) de « développement » suivi par l'Angola reste fragile et porteur de nombreux déséquilibres. La primauté accordée au processus de modernisation à marche forcée (dans lequel les infrastructures occupent une place de premier choix) en s'imposant sur toutes les autres dimensions, reste à terme une source de contradictions internes et de tensions systémiques, si la redistribution des fruits de la croissance n'est pas hâtée.

***

Auteurs :

Michel Luntumbue

Avec la collaboration de Jean-Jacques Wondo Omanyundu

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le ministère de la Communauté française de Belgique. Créé en 1979, le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité. Il souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr, en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. <www.grip.org >